

ACTUALITÉ D'OCTOBRE

Il y a quarante-six ans, le Parti Bolchevik s'empara du pouvoir à Pétrograd et instaura la première dictature du prolétariat.

Quarante-six ans ! Que de chemin parcouru depuis lors. A la Russie tsariste devenue l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques, d'autres pays ont succédé et la révolution prolétarienne a étendu son pouvoir sur la Yougoslavie, la Chine, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, la Corée du Nord, le Viet-Nam du Nord, une partie de l'Allemagne et sur Cuba, aux portes même de l'impérialisme le plus puissant. Rien ne l'arrête, ni la répression, ni la religion, ni les habitudes les mieux ancrées et actuellement elle se fraye un chemin en Algérie, avant-garde de la révolution africaine.

L'universalité de la révolution bolchevique d'octobre 1917 s'est démontrée magnifiquement par son extension internationale et nul homme politique bourgeois sensé n'en discute plus. Non seulement il n'en discute plus mais lorsqu'il se nomme Kennedy, Adenauer et De Gaulle, il en est tellement pénétré que chaque mouvement de masse lui apparaît comme une manifestation du « communisme international ». Le spectre qui hantait l'Europe s'étend aujourd'hui sur tous les continents.

*

LES THESES D'AVRIL

La chute du Palais d'Hiver le 25 octobre 1917, c'est la consécration de la ligne principale suivie par le Parti Bolchevik de lutte inlassable contre la bourgeoisie et la « démocratie ». C'est le triomphe des Thèses d'Avril avec lesquelles Lénine prépara le Parti Bolchevik à la prise du pouvoir : aucun soutien au gouvernement provisoire représentant le nouveau pouvoir bourgeois après la chute du Tsar, tout le pouvoir aux soviets dont il faut gagner la majorité contre les mencheviks, les socialistes révolutionnaires, tous les conciliateurs dont la principale préoccupation est de soumettre le mouvement révolutionnaire aux besoins de la bourgeoisie russe. Pour y parvenir, « il est indispensable — disait Lénine — de séparer la ligne petite-bourgeoise de celle du prolétariat salarié ». Ce faisant, il rappelle au Parti Bolchevik que l'euphorie démocratique dans laquelle baigne la révolution russe depuis février, n'est pas de mise lorsque les problèmes vitaux pour lesquels les masses se sont mises en mouvement ne sont pas solutionnés. La bourgeoisie est incapable de satisfaire les revendications des paysans, des ouvriers et des soldats concernant la terre, le bien-être et la paix. Seul un nouveau régime social, basé sur le prolétariat soutenu par l'ensemble des masses laborieuses, peut leur donner satisfaction. Aussi « le vieux bolchevisme doit être abandonné » selon lequel la Russie n'étant pas mûre pour le socialisme à cause de la faiblesse du prolétariat et de l'état arriéré du pays, il ne reste comme alternative qu'à attendre que la bourgeoisie ait accompli les tâches essentielles de la révolution démocratique pour passer à l'étape de la révolution socialiste. Lénine abandonne ainsi la perspective de « la dictature démocratique du prolétariat et des paysans » au bénéfice de « la dictature du prolétariat » instaurant la société socialiste, thèse défendue depuis 1905 par Léon Trotsky.

La révolution socialiste triomphant en Russie, Lénine et Trotsky ne perdirent pas de vue qu'elle n'avait pu vaincre que parce que ce pays était « le chaînon le plus faible » de l'impérialisme. Cette première victoire du prolétariat révolutionnaire devait être suivie par d'autres dans des pays économiquement plus avancés, plus aptes à établir une société socialiste sur des bases plus solides et les chefs révolutionnaires russes avaient alors les yeux fixés sur l'Allemagne. Lénine écrivait ainsi aux ouvriers suisses en avril 1917 :

« Les conditions objectives de la guerre impérialiste nous garantissent que la révolution ne se bornera pas à la première étape de la révolution russe, que la révolution ne se bornera pas à la Russie.

« Le prolétariat allemand est l'allié le plus sûr, le plus digne de confiance de la révolution prolétarienne russe et mondiale... »

Les bolcheviks portèrent donc leurs efforts sur le développement international de la révolution et dans ce but fut créée la III^e Internationale. L'Internationale Communiste entreprit de faire assimiler à l'avant-garde prolétarienne interna-

le l'expérience politique et théorique de la révolution russe, et aida à la construction de partis révolutionnaires. Cependant, nous savons ce qu'il en fut des espoirs reposant sur le développement de la révolution.

La trahison des chefs sociaux-démocrates qui avaient conservé le contrôle de larges secteurs de la classe ouvrière porta un coup terrible à la jeune république des soviets. Ebert et Noske frappèrent à mort la révolution allemande. L'U.R.S.S. resta isolée et commença alors le reflux qui devait aboutir à la dégénérescence du pouvoir ouvrier. Avec la mort de Lénine et l'exclusion de l'opposition de gauche arrivèrent les sombres années du stalinisme.

Cela devait durer jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Alors, malgré la bureaucratie soviétique et les appareils des Partis Communistes liés à elle, la révolution prit un élan irrésistible. Mais elle s'étendit à l'Est et non à l'Ouest et les grandes métropoles capitalistes échappèrent encore à la défaite grâce aux chefs ouvriers.

*

RETOUR AU MENCHEVISME

Une fois encore la politique de Lénine soi-disant défendue par les partis communistes était battue en brèche au profit des inanisés mencheviques. L'actualité d'octobre était non seulement ignorée mais combattue par ceux qui se flattaient d'être des stalinien. Au mot d'ordre du socialisme qui avait triomphé dans un état arriéré les dirigeants des Partis Communistes substituaient celui de la démocratie ! Ils entraient dans les gouvernements bourgeois, aidaient au désarmement des milices ouvrières qui s'étaient constituées contre l'oppression nazie et ils collaboraient à la répression des soulèvements révolutionnaires des peuples coloniaux.

Ainsi, à la soirée commémorative des quarante-six années du premier Etat Ouvrier, dans un contexte international marqué par l'extension du socialisme, Roger Garaudy, l'orateur du Parti Communiste Français, fixe au prolétariat d'une des plus grandes métropoles bourgeoises l'objectif de la démocratie. C'est là toute la leçon que les dirigeants thoreziens tirent de la Révolution russe et de la défaite de la Libération. Selon eux, aussi paradoxal que cela paraisse, la lutte à mener contre le régime bonapartiste de De Gaulle doit se limiter à la perspective démocratique et il ne saurait être question de poser la question du pouvoir ouvrier et du socialisme. Axé principalement sur les combinaisons politiques d'alliance avec la petite bourgeoisie et la bourgeoisie libérale, le P.C.F. se range déjà dans le cadre de la campagne présidentielle. Au travers de toutes les vicissitudes il n'apprend rien, se refuse à adopter une politique bolchevique et se maintient sur l'orientation définie par Thorez en 1946 d'un peu plus de démocratie chaque jour. Cette perspective néfaste qui maintient la classe ouvrière dans le labyrinthe réformiste contribue encore à accentuer le retard accumulé par le mouvement socialiste européen face aux bonds en avant de la révolution coloniale, qui s'attaque aux fondements même du régime capitaliste.

Octobre se voit donc contraint, devant la résistance encore grande du régime capitaliste dans les pays industriellement développés à laquelle a contribué essentiellement le réformisme des sociaux-démocrates et des stalinien, d'emprunter le chemin de la périphérie pour atteindre les centres vitaux de l'impérialisme.

*

POUR UNE NOUVELLE INTERNATIONALE DE MASSE

Cette marche cependant, loin d'être stimulée par une direction révolutionnaire internationale s'accomplit empiriquement sous l'effet des nécessités objectives. A la Troisième Internationale transformée par le stalinisme en simple instrument de la politique diplomatique de la bureaucratie soviétique et finalement dissoute, ont succédé des conférences internationales devant assumer un minimum de coordination du mouvement communiste international. Les développements révolutionnaires impétueux d'aujourd'hui ont débordé

largement le cadre étroit de la politique préconisée par ces conférences. C'est ce développement ininterrompu des forces révolutionnaires qui crée les prémisses nécessaires à la reconstruction d'une nouvelle internationale communiste de masse. Derrière la révolution cubaine, au travers du débat sino-soviétique, dans le processus de la déstalinisation et dans la révolution coloniale les forces constituantes d'une nouvelle internationale révolutionnaire progressent. Or, dans la situation mondiale actuelle, il est plus urgent que jamais que se reconstitue un centre révolutionnaire centraliste démocratique. L'impérialisme n'a pas désarmé. Il fait face dans chaque secteur où ses intérêts sont directement menacés — on vient encore de le constater avec la mise en garde so-

lennelle des U.S.A. concernant la menace castriste au Venezuela — et dans chacune de ses interventions il n'hésite pas à faire planer sur l'humanité le danger de la guerre thermo-nucléaire. Pour conjurer celle-ci, tout en faisant progresser le socialisme sur l'arène internationale, on ne peut s'en remettre aux seules directions révolutionnaires nationales. Une direction internationale centralisée et démocratique, capable d'assimiler l'ensemble des expériences particulières de chaque pays et de tirer une ligne générale pour l'ensemble du mouvement communiste, voilà la tâche qu'il faut remplir pour vaincre aux moindres frais les forces conjuguées de l'impérialisme.

G. VATAUD.

Les manifestations de l'opposition de gauche, le 7 novembre 1927, à Moscou et Leningrad lors du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, manifestations dirigées contre la bureaucratie et les népmen, servirent de prétexte à Staline pour exclure l'opposition de gauche du Parti communiste de l'U.R.S.S., et pour déporter les opposants en Sibérie.

Au cours des premiers mois de déportation, les colonies de bolcheviks-léninistes déportés jouissaient encore de possibilités de se rencontrer, de discuter, de connaître une certaine vie politique. Par la suite, la répression s'aggrava, les opposants furent déportés dans des camps. Enfin, les trotskystes furent exterminés.

Nous reproduisons ci-dessous une photographie d'opposants déportés à Iénisseïsk, en Sibérie, participant — il y a trente-cinq ans — à la manifestation organisée dans cette ville pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre. Le texte en russe que nous reproduisons se trouve au verso de la photographie. Les opposants manifestaient avec leurs bannières, portant leurs mots d'ordre : « Feu contre la droite, le népmen et le bureaucrate ». « Vive la dictature du prolétariat ».

L'an dernier, Khrouchtchev au cours du XXII^e Congrès du P.C.U.S. avait promis l'érection d'un monument aux communistes qui furent victimes de Staline. Mais cette promesse n'a pas encore été tenue et, surtout, la cause pour laquelle les bolcheviks-léninistes soviétiques ont combattu doit encore triompher contre la bureaucratie dont Khrouchtchev reste aujourd'hui le porte-parole.



Traduction du texte russe porté au dos de la photographie :
7 novembre 1928, à Iénisseïsk (Sibérie).
Colonie de déportés bolcheviks-léninistes avec leurs bannières au meeting commun.

Sur la photo :

- 1) Patriarka,
- 2) Rafail,
- 3) Martynov,
- 4) Wantchinov.

Les autres, Ivanovskaia, Levik, Levine et Oganessov, n'ont pas été pris dans le champ de la photo.

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Le C.C. du P.C. italien a tenu deux sessions le mois d'octobre. La première fut consacrée à la situation politique intérieure. La seconde vota après une courte discussion unanimement une résolution sur les problèmes du mouvement communiste international.

Du 14 au 16 octobre, on discuta un rapport présenté par Barca au nom du Secrétariat national du parti. Ce rapport porta surtout sur les perspectives politiques à court terme, plus spécifiquement sur la participation éventuelle du Parti Socialiste Italien (Nenni) à un gouvernement de centre gauche. Le rapporteur déclara que « ce n'est pas la formule centre gauche en soi qui doit être discutée ni même le principe d'une collaboration gouvernementale entre le Parti Socialiste et la démocratie chrétienne ». Il s'agit selon le rapporteur de permettre de « donner une issue positive à la crise politique actuelle », sans qu'il se montre très clair sur ce qui pourrait être cette issue positive.

Le secrétaire national des J.C., critiqua le rapport d'un point de vue de gauche. D'autres membres du C.C. intervinrent dans le même sens. Sur 23 interventions, 9 furent de claires critiques de gauche, 7

défendirent ouvertement le rapport, les autres furent ou indécis ou limitées à des questions particulières. Parmi les critiques de gauche, il faut signaler les dirigeants de syndicats comme le textile et les ouvriers agricoles, le rédacteur en chef adjoint de l'Unità, des dirigeants de villes comme Milan, Turin et Rome.

Sur les questions internationales, la résolution reprend les positions habituelles de la direction Togliatti, sur laquelle il n'est pas nécessaire de revenir ici. Mais elle se prononce contre la proposition de tenir actuellement une conférence des partis communistes, estimant que celle-ci aboutirait soit à une exacerbation des divergences et même à une scission soit à un compromis formel ne donnant pas satisfaction.

Ces deux sessions du C.C. montrent que, si la direction Togliatti avait pu, avant les élections législatives, contenir une opposition qui couvait, une telle situation ne peut plus se poursuivre. La direction Togliatti ne pouvant formuler une nouvelle politique, on comprend son attitude prudente en face du conflit sino-soviétique, car ce qui pourrait servir Khrouchtchev pourrait par contre gêner Togliatti en face de critiques de gauche grandissantes.